Ulrich Pfister, Jan-Otmar Hesse, Mark Spoerer,
Nikolaus Wolf (dir.), *Deutschland 1871, Die
Nationalstaatsbildung und der Weg in die moderne
Wirtschaft*

Ute Engelen

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ifha/11374>

DOI : 10.4000/ifha.11374

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Ute Engelen, « Ulrich Pfister, Jan-Otmar Hesse, Mark Spoerer, Nikolaus Wolf (dir.), *Deutschland 1871, Die Nationalstaatsbildung und der Weg in die moderne Wirtschaft* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 14 juin 2021, consulté le 16 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/11374> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.11374>

Ce document a été généré automatiquement le 16 juin 2021.

©IFHA

Ulrich Pfister, Jan-Otmar Hesse, Mark Spoerer, Nikolaus Wolf (dir.), *Deutschland 1871, Die Nationalstaatsbildung und der Weg in die moderne Wirtschaft*

Ute Engelen

Cet ouvrage a été rédigé pour l'anniversaire des 150 ans de la fondation de l'Empire allemand à la suite d'une initiative de la commission d'histoire économique du *Verein für Socialpolitik*. 28 auteurs dont des professeurs, mais aussi de plus jeunes chercheurs y ont participé. Le recueil présente des nouvelles recherches économiques sur l'Allemagne au XIX^e siècle, prenant comme point de repère l'année 1871. Bien que l'objectif soit d'expliquer la coïncidence de la formation de l'État allemand et d'une rupture structurelle économique (p. 1), les contributions traitent cet enjeu de manière assez hétérogène. Les auteurs sont d'accord sur le fait que l'Empire entraîna une harmonisation dans beaucoup de domaines.

L'ouvrage se divise en quatre parties. La première examine l'intégration

Deutschland 1871

Herausgegeben von
Ulrich Pfister, Jan-Otmar Hesse,
Mark Spoerer und Nikolaus Wolf

*Die Einheit der Gesellschaftswissenschaften
im 21. Jahrhundert 6*

Mohr Siebeck

économique de l'Allemagne avant 1871. Traitant plus le mouvement national que l'économie au début du XIX^e siècle, la contribution de F. Kersting et N. Wolf se distingue des autres. La carte indiquant les partisans du mouvement national ainsi que les associations de « gymnastes » (p. 30) aurait cependant pu profiter d'une comparaison avec la densité de population. L'étude intéressante des prénoms « germaniques » à partir de 1814 n'indique malheureusement pas les noms considérés.

Ensuite, A. Reckendrees analyse l'intégration économique entre les États allemands qui se manifeste par le renoncement à des barrières aux échanges et par des accords de standards et règles communs. La persistance du *Zollverein* ne fut pas seulement le fait d'une dépendance au chemin emprunté, mais aussi celui d'experts participants. La contribution de G. Ambrosius s'occupe de la politique économique après la date clé de 1871. Malgré la constitution peu régulatrice, il y eut une standardisation dans les années et parfois décennies suivantes, par exemple par le code de l'industrie et de l'artisanat. L'administration impériale fut agrandie à partir de la deuxième partie des années 1870. Les communautés créèrent des régies pour le ravitaillement en gaz ou en eau. On aurait bien aimé en savoir plus sur les effets de ce nouveau « système politico-administratif ».

La deuxième partie pose la question de savoir si la rupture structurelle en économie (fin années 1860-fin années 1880) est due à la fondation de l'Empire. U. Pfister parle d'une transition d'un régime postmalthusien à un régime moderne. Selon M. Spoerer, l'Allemagne impériale n'était pas un « État efficace » (Dincecco) avec des finances centralisées et contrôlé par le parlement. Ainsi, le système fiscal n'influença pas la fondation de l'Empire ni ne façonna son succès économique (p. 132). S. T. Braun et J.-O. Hesse soulignent que l'intégration des marchés s'intensifia au long du XIX^e siècle, mais que la part due au *Zollverein* est difficile à mesurer à cause de l'expansion parallèle des voiries et des moyens de transports (p. 139). Bien que les auteurs attribuent à l'unification un progrès immense dans l'uniformisation des communications (p. 141), sa valeur économique ne pouvait pas être mesurée. M. C. Schneider explique que malgré la création de l'office statistique impérial, le *Reich* ne pouvait harmoniser les enquêtes statistiques dans les États que sur le long terme. Il donne les contextes des enquêtes de profession et d'usine de 1882, 1895 et 1907 en exemple. En revanche, M. Morys avance que la fondation de l'Empire a eu des effets immédiats pour le système monétaire allemand car elle a facilité l'acceptation de l'étalon-or, engendrant une stabilité des prix et des cours de change (p. 195), et la création de la *Reichsbank*, une institution devenue par la suite importante à l'échelle internationale.

Le succès des entreprises industrielles allemandes est souvent attribué au droit des brevets, mais selon A. Donges et Streb, la question de savoir s'il promouvait le progrès technique n'a pas encore été élucidée (p. 218). Bien qu'avant 1871 certains États allemands avaient des lois et des brevets, la loi de 1877 entraîna une harmonisation et apporta des changements. Elle réduisit notamment la discrimination envers les étrangers (p. 213). De la même manière, la fondation de l'Empire n'amena pas directement un nouveau système bancaire, mais, selon C. Burhop et F. Selgert sa politique engendra le *Gründerboom* ainsi que le *Gründerkrach* (p. 225). À partir des années 1880, les nouvelles banques *Deutsche Bank*, *Dresdner Bank* et *Commerzbank* formèrent la *Deutschland AG*. Dans l'ensemble, peu d'auteurs voient une raison de croire à une rupture économique causée par la fondation de l'Empire.

Les transformations économiques et sociales d'après 1871 sont discutées dans la troisième partie. E.-M. Roelevink et D. Ziegler se demandent si, à partir de 1871, l'économie allemande est devenue plus organisée et analysent le rôle des associations économiques CDI et BDI, des cartels et de l'imbrication personnelle des entreprises se reflétant dans le conseil de surveillance, surtout dans la participation d'agents bancaires. Malgré les succès de ces structures « organisées », les auteurs montrent qu'elles étaient loin de contrôler les marchés (p. 260). L'Empire allemand engendra aussi une harmonisation des politiques sociales avec la création des assurances sociales dans les années 1880 que T. A. Jopp et Streb présentent dans le contexte de la loi contre les socialistes en 1878 (p. 269). Néanmoins, les assurances sociales généralisèrent l'accès aux prestations réservés jadis à certaines catégories professionnelles. T. N. H. Albers et C. Bartels analysent les inégalités dans l'Allemagne de 1840 à 1914, mais la plupart des statistiques n'existent qu'à partir de 1871. Sans surprise, comme dans les autres États européens, la répartition du capital fut « inégale » au sein de l'Empire. Ce constat aurait pu être concrétisé par des exemples, comme les variations de salaire. S. O. Becker, F. Cinniella et E. Hornung questionnent l'harmonisation limitée du système d'éducation qui fut utilisé comme instrument politique par les gouvernements (p. 331). La contribution suivante s'occupe de la dimension internationale de l'économie : selon W.-F. Hungerland et M. Lampe, « l'intégration du marché interne et la transformation du commerce extérieur à des échanges intérieurs » furent d'une importance suprême pour l'unification allemande (p. 335), mais cette dernière ne provoqua pas de rupture structurelle dans les échanges internationaux et la mondialisation (p. 355).

Dans la quatrième partie, les contributions sur les pays voisins montrent le développement économique en Europe, afin de ne pas surestimer les conséquences de la création de l'État national allemand. J.-P. Dormois signale les similitudes entre la politique protectionniste des années 1880 en France et en Allemagne, qui fut critiquée à tort par les historiens pour son *Sonderweg*. Les États ne savaient satisfaire leurs besoins fiscaux que par l'introduction de nouvelles douanes (p. 364) qui, cependant, ne concernaient pas tous les produits et ne pouvaient être imposés qu'imparfaitement (p. 383).

L'analyse des conséquences économiques de l'unification italienne par G. Ferico, malheureusement, n'a pas cette perspective comparative. Ceci est aussi dû au fait qu'à la quatrième section, les auteurs sont tentés d'intégrer tous les sujets dans une contribution qui ont été traités en quinze chapitres pour le cas allemand. La puissance économique de l'Italie s'amplifia après son unification, mais elle resta inférieure à celle des voisins et sa croissance ne s'accrut qu'à partir des années 1890.

Comme Ferico pour l'Italie du sud et du nord, M.-S. Schulze indique pour l'Autriche-Hongrie le décalage important entre les deux parties du pays (p. 412). Il refuse d'interpréter le développement économique de l'Empire des Habsbourg avant 1914 comme un échec (p. 425), car, du fait de sa situation géographique, ses conditions économiques étaient plus difficiles que celles de l'Allemagne. Pour l'économie britannique, il y eut selon N. Crafts un « déclin relatif », car l'Allemagne avait un retard à rattraper, mais il n'y eut pas de grandes défaillances du marché ou de politique (p. 438). Bien que la croissance britannique de la productivité du travail ait diminué, le niveau de productivité de l'Allemagne restait en 1913 toujours inférieur à celui de la Grande-Bretagne (p. 447).

Certaines contributions comme celles de Pfister ou de Hungerland/Lampe sont marquées par l'économétrie, tandis que d'autres sont plus facilement accessibles aux lecteurs. En outre, il y a parfois des répétitions. Une correction plus rigoureuse de la langue aurait été souhaitable (par ex. p. 2 : *Untersachen*, p. 26 *gezeigt*). Parfois, les légendes des figures ne sont pas complètes (p. 366).

Pour résumer, l'ouvrage représente un savoir profond d'histoire économique et invite à s'informer sur de multiples enjeux du XIX^e siècle.

INDEX

Index chronologique : Époque contemporaine

Thèmes : Histoire économique, Histoire des États et des pouvoirs

AUTEUR

UTE ENGELN

Institut für Geschichtliche Landeskunde an der Universität Mainz e.V.